

L'espace indigène face au front pionnier au Brésil¹

Pierre Grenand

I - INTRODUCTION

Les malheurs des populations indigènes du Brésil ne sont ni une nouveauté, ni un phénomène marginal. Les situations relationnelles que nous observons aujourd'hui en Amazonie et les discours qui s'y rattachent s'inscrivent dans le temps long. Dès lors que premiers Européens posent le pied sur le littoral atlantique, des comportements pérennes, les justifications qu'on leur donne ainsi que les réactions critiques qu'ils engendrent, se mettent en place. Nous disposons aujourd'hui d'une bonne documentation d'archive sur l'histoire de l'occupation de l'espace brésilien et sur le sort des Amérindiens depuis les premiers temps de la Conquête jusqu'à nos jours (Hemming, 1978, 1987). Il n'est donc pas question de résumer cette histoire dont d'autres ont traité avec brio.

Mon propos est surtout de montrer, en prenant comme exemple le cas du Brésil (Grenand & Grenand, in Bahuchet coord., 1994), comment l'Occident s'est enfermé, ou bien se nourrit, ou bien ne parvient pas à s'évader - cela dépend de quel point de vue l'on se place - d'une politique destructrice à l'égard de populations non-étatiques, même lorsqu'elles sont devenues minoritaires. Le thème de l'éternelle conquête d'un espace considéré comme vierge, aujourd'hui couramment désigné par le terme de FRONTIERE, nous semble être le point de cristallisation de tout le reste.

Afin de mieux faire ressortir la permanence des phénomènes, mais surtout afin de mieux faire comprendre les enjeux actuels, je

¹Cet article est une version modifiée et amplifiée d'une communication faite au cours du colloque *Les Peuples des Forêts Tropicales : systèmes traditionnels et développement rural*, organisé à Bruxelles, les 4, 5 et 6 Novembre 1993.



procéderai par va-et-vient entre exemples du passé et exemples du présent et je tenterai une comparaison avec un autre grand exemple de conquête d'un espace occupé par les Amérindiens, celui des États-Unis d'Amérique.

II - ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE / ÉTATS-UNIS DU BRÉSIL

Malgré des occupations territoriales différentes, il s'agit dans les deux cas d'une même destruction culturelle et d'une volonté de conquête identique.

Même si un voyage vers l'Amérique du Nord nous éloigne quelque peu des forêts tropicales, la comparaison sera fructueuse, précisément parce que nous sommes face, d'un côté au leader politique et économique du monde contemporain, de l'autre à un pays en voie de développement - cependant l'un des plus dynamiques - et donc au cœur des enjeux Nord/Sud... du moins si l'on s'en tient aux indicateurs économiques classiques. Le thème de la FRONTIÈRE occupe aujourd'hui une place importante dans les discours officiels, tant brésiliens que nord-américains.

Dans le cas du Brésil, il s'agit d'un phénomène relativement récent, contrastant avec les formes anciennes d'occupation du territoire. Dans celui des États-Unis, il s'agit de la nécessité vitale de maintenir en état de marche le vecteur idéologique de la construction d'une nation.

Dissemblables en apparence, ces deux frontières concernent pourtant l'une comme l'autre l'avenir de l'Amazonie, car si au départ les schémas d'occupation et les idéologies qui les sous-tendent sont bien différents, c'est néanmoins de cette différence que vont émerger certaines attitudes contemporaines essentielles. Un long détour par l'histoire s'impose.

II.1 - Genèse de la colonisation de l'espace brésilien

La colonisation anglo-saxonne de l'Amérique du Nord, amorcée seulement vers 1640, fut d'abord une lente puis de plus en plus rapide occupation agricole, fondée basiquement sur un colon et sa famille, mettant en valeur un terroir. L'industrialisation suivit progressivement,

quoique beaucoup plus tard, sur un territoire préalablement pleinement occupé. Bien sûr, l'espace avait été ouvert par les coureurs de bois, les transporteurs de bétail, les chercheurs d'or, les aventuriers de tous poils ainsi que l'armée. Partout pourtant le poste, le fort, le village-champignon, firent toujours rapidement place à la communauté agricole spontanée dont la pérennité s'organisa toujours autour de ces quatre symboles étatiques que sont le juge, le pasteur, l'institutrice et le banquier. Les Amérindiens sont repoussés lorsque l'espace est encore vaste; ils sont combattus militairement lorsque l'espace s'essouffle; dans ce second cas, dès lors que l'on considère qu'ils ne présentent peu ou plus de danger, ceux qui restent sont circonscrits sur des territoires le plus souvent exsangues, les réserves. Dès la fin du XVII^e siècle, il en existe sur la côte Est. Pour parler en termes d'économie, si les savoir-faire amérindiens sont exploités (guides pour les expéditions militaires, chasseurs de fourrure...), il n'est jamais sérieusement envisagé d'utiliser leur force de travail pour la mise en valeur des terroirs. Autrement dit, il n'est pas question de les intégrer dans le système colonial. Certes, plus tard, au XIX^e siècle, on pense que leur seule chance de survie est de les convertir en éleveurs et agriculteurs, mais c'est sans illusion, tout au plus pour les guérir de leur esprit nomade incompatible avec la cristallisation définitive des terroirs agricoles (Washburn, 1988). Il est d'ailleurs symptomatique de noter que c'est lors de cette phase finale qu'intervient l'effort missionnaire, essentiellement protestant (Pierce Beaver, 1988).

Au Brésil, rien de tout cela. Tout d'abord il convient de rappeler, et le fait pèsera lourd dans la suite de mon propos, que ce pays fut pénétré dès 1500 par les Portugais, soit plus d'un siècle avant l'Amérique du Nord. De cette date à nos jours, le souci constant de la couronne portugaise puis de l'État brésilien sera d'agrandir et surtout d'assurer les limites de cet immense domaine, d'abord face aux possessions espagnoles, puis face aux républiques qui en découleront. Bien qu'aujourd'hui encore, ce souci mobilise les énergies au détriment d'un développement prétendu méthodique, qu'il s'agisse du Programme d'Intégration Nationale des années soixante dix ou du plus récent projet Calha Norte, jusqu'au XIX^e siècle, il accapara littéralement les forces vives de l'État.

Au Brésil, la colonisation ne fut jamais basée strictement sur l'agriculture : elle concerna tantôt des plantes cultivées (canne à sucre, café), tantôt aussi des produits miniers (or, diamant, fer...), tantôt enfin des produits de cueillette (cacao, caoutchouc...).

Surtout, la colonisation ne se fit pas en front; on y observa au contraire et de façon répétitive, une "croissance strictement extensive" (Furtado, 1987) caractérisée par une occupation en taches. Nommée hier cycles, aujourd'hui pôles, cette colonisation est toujours fondée sur une volonté étatique et régulièrement suivie d'échecs caractérisés par un retour aux activités de subsistance en l'attente d'une nouvelle polarisation économique (Furtado, *ibid.*). C'est ainsi que l'industrie sucrière du Nordeste sera remplacée par l'exploitation des mines du Minas Gerais; celles-ci par la zone caféière de São Paulo (Santos, 1980; Vianna, 1980). Aujourd'hui on parle du Projet Gran Carajas, du Polonoeste, etc. bien qu'ils se veuillent partie intégrante d'une frontière économique et géographique.

En termes de société, on observa partout la même production d'un monde violent et pauvre en quête d'espoir ou de richesses faciles et qui, à la différence des États-Unis, perdurera partout après la disparition des pôles de colonisation : c'est ainsi que le *jagunço*, "le tueur à gages", est une figure sociale emblématique plus unitaire du Brésil que le prêtre ou l'instituteur. Né il y a deux cents ans dans le Nordeste, il persiste dans sa région d'origine, cependant qu'il fleurit aussi aux limites de l'espace brésilien, en Acre ou au Roraima.

Quelle est la place faite aux Amérindiens dans la genèse d'un tel univers ? Certes, si l'on se contente des thèmes classiques que sont l'extinction par maladie ou la violence subite, on notera une grande similitude du destin des populations autochtones des États-Unis et du Brésil. Et pourtant dans ce dernier pays, la place des Amérindiens est centrale. Tout simplement parce que, tant l'expansion territoriale de l'espace luso-brésilien que les tentatives de colonisations agricoles se sont d'abord faites avec leur force de travail, bientôt relayée sur la côte, mais sur la côte seulement, par celle des Noirs importés d'Afrique. Ainsi deux ans seulement après la découverte du Brésil, en 1502, l'exploitation du bois de brésil est affermée par le roi du Portugal et s'appuie essentiellement sur la force de travail des Amérindiens Tupi côtiers; la même année les premiers esclaves amérindiens sont amenés au Portugal (Vianna, *ibid.*). Même si cette tendance s'amenuisa avec le temps, faute du maintien d'un peuplement indigène important, elle demeure réelle aujourd'hui encore, là où les autochtones sont encore présents de manière significative (Ribeiro, 1986). Pour s'en convaincre, il suffit de parcourir les revues de presse publiées sous le titre Aconteceu par le CEDI (1991), rapportant régulièrement ces dernières

années des exemples de travail forcé ou décrivant des systèmes d'endettement liés à l'exploitation des ressources naturelles.

On peut mettre en parallèle avec cette appropriation de la force de travail, la négation ou la remise en question des espaces indigènes pendant toute la période qui va du XVI^e au milieu du XIX^e siècle. En effet, même si l'on confie très souvent aux religieux la pacification des populations indigènes (il est tout de même préférable de disposer d'une force de travail intacte), on remet inéluctablement en question leur tendance à créer des espaces autonomes où ils vivent seuls avec les Amérindiens. Le cas le plus illustrant est bien sûr celui des Jésuites, qui, ayant réussi à transformer les Indiens Guarani en producteurs efficaces selon les normes européennes (Haubert, 1967), furent expulsés et leurs ouailles réprimées par une force armée hispano-portugaise. Leur faute avait été de transformer les Guarani en une unité de production autosuffisante et d'avoir créé une structure politique tendant vers l'autonomie. Cet épisode mérite pour le moins d'être médité à l'heure du développement alternatif !

II. 2 - Quand le Brésil découvre la frontière "à l'américaine".

Du point de vue sociologique, le Brésil est un univers fascinant : il s'agit d'un cas, peut-être unique au monde, de "société-sandwich". Plus qu'une mosaïque culturelle, plus qu'une société de tous les métissages (Carelli, 1987), si bien chantée par les poètes et écrivains du monde occidental, on peut observer dans le Brésil contemporain des micro-situations qui reproduisent chacune des phases de son histoire, comme si les événements du passé ne pouvaient servir de leçon; ou plutôt comme si ce qui s'est déjà produit une fois avait toute raison de se reproduire ailleurs. Là est le lieu de la mosaïque brésilienne.

Dès les débuts de son indépendance, le Brésil comme la quasi totalité des États d'Amérique Latine, dut constater rapidement sa dépendance économique, voire militaire, envers l'Europe non-ibérique et les États-Unis. Pis encore, c'était bien au monde occidental qu'il accrochait son rêve de construction étatique, puisqu'on lui offrait, avec l'utopie républicaine, la seule alternative à ce qu'il prétendait rejeter, si l'on excepte une troisième voie, celle illustrée par les mouvements nativistes telle la *Cabanagem* qui ensanglanta l'Amazonie de 1834 à 1840 (Di Paolo, 1986). Notons que, via des subtilités gréco-romaines qui le qualifient de démocratique, cet idéal en kit est aujourd'hui, dans

le langage de M. Bush revu et corrigé par M. Clinton, le seul concevable à l'échelle planétaire. Cette chimère apportait dans ses malles les notions de Droits de l'Homme, d'égalité devant la loi, de respect des devoirs civiques. Notions fondamentales, certes, personne ne se permettrait d'en disconvenir; notions subversives même; et pourtant, notions ambiguës, équivoques, et, on va le voir, presque suspectes lorsqu'il s'agit d'en assurer le plein emploi.

Pourtant si le Brésil indépendant conserva son schéma d'occupation spatiale et surtout ses structures sociales antérieures, se contentant d'y plaquer cet idéal républicain, des changements de fond allaient progressivement émerger. En particulier au moment même où la notion de protection des Amérindiens apparaît dans le discours officiel, surgit également, 150 ans après les États-Unis d'Amérique, la notion de frontière, traduite ici en tant que doctrine de l'occupation du territoire national. Les Luso-brésiliens étaient présents, on s'en souvient, depuis 1500; pendant trois cents ans, tout leur effort avait consisté à repousser les frontières politiques. Ce n'est qu'à la fin du XIX^e siècle qu'ils s'avisent, sur les bases de la doctrine positiviste, d'occuper, de remplir, leur territoire national. Or il ne s'agit pas de faire rouler les chariots, d'avancer dans l'inconnu en laissant derrière soi des jalons utilisables par d'autres; l'image qui convient le mieux à mon sens est la suivante : le Brésil décide d'écarter les bras, de toucher toutes ses frontières en même temps; car le territoire est déjà maillé. Une histoire chaotique y a déjà roulé ses flots troubles; les Amérindiens, même s'ils voient leur nombre s'amenuiser sans cesse, sont toujours là, désormais éparpillés, côtoyant bon gré mal gré des centaines de milliers, bientôt des millions de métis.

Peuplant l'Amazonie brésilienne, les *Caboclos* sont le résultat de toutes les avanies dont soient capables les hommes, mais certainement pas le produit d'un compromis, voire d'une alliance entre l'homme blanc et la femme amérindienne, comme le rêveront plus tard les poètes et les écrivains brésiliens, suivis sans discernement par un lot de penseurs occidentaux (Grenand & Grenand, 1990). Au delà du simple constat de violence, l'importance démographique de ces métis est avant tout le résultat le plus tangible d'une volonté politique qui, selon le mot de Bastide (1957) visait à "intégrer soit les Indiens, soit les descendants d'Africains aux sociétés nationales [...] par la misgénération, diluant de plus en plus le sang des Indigènes ou celui des Noirs dans le sang des Blancs". Même pour les penseurs humanistes du XIX^e siècle tels Gonçalves Dias ou José de Alencar, la seule façon pour les Amérindiens de participer au creuset culturel brésilien passe par un métissage inéluctable (Pereira Gomes, 1988).

En conséquence pourquoi s'étonner de l'absence d'une société construite dans l'intérieur du Brésil ? Euclides da Cunha l'avait déjà compris à la fin du XIX^e siècle dans son superbe livre "Os Sertões" (1993); Blaise Cendrars, qui avait connu cet univers, reprit l'idée vers 1920. La réponse était simple : l'immensité de ce pays n'avait pas participé aux évolutions successives de l'État. Autrement dit, il n'y avait pas de patrie. N'avons-nous pas entendu en 1987 encore cette interrogation simple proférée à 15 km seulement de Manaus, ville d'un million d'habitants et capitale de l'État d'Amazonas, par une femme, maraîchère dynamique, de surcroît influente politiquement : "Doit-on traverser la mer pour se rendre à Rio de Janeiro?"

Il est essentiel de considérer que l'idéal brésilien de colonisation de l'espace accompagne celui de domestication de l'Amérindien. Vers les années 1880, alors que l'on passe sans heurts majeurs de l'Empire à la République, des forfaits absolument sans appel ont été commis dans les trente années précédentes à l'égard des indigènes dans les vallées du Tapajos, du Rio Negro, du Jurua et du Purus. C'est dans ce contexte qu'émerge une des plus attachantes parmi les figures emblématiques du Brésil : le républicain Rondon, général puis maréchal, mais aussi fils de femme amérindienne. Alors qu'il jalonne de poteaux télégraphiques des étendues stériles de l'immensité brésilienne, il s'avise d'inventer un concept génial; génial parce que parfaitement utopique; utopique parce qu'il est à la fois cohérent avec la construction d'une société brésilienne viable mais impossible à mettre en pratique : l'intégration progressive des Amérindiens à la société nationale par l'éducation. Dans cette optique, la reconnaissance d'une terre indigène n'est et ne peut être autre chose qu'une étape transitoire, sorte de salle d'attente vers la Civilisation. Et depuis l'énonciation de ce concept, le Brésil ne cesse de vouloir intégrer, pathétiquement ou cyniquement, c'est selon les gouvernements, des hommes et des femmes qui *ne veulent pas être intégrés*.

Intégrés à quoi ? A la société nationale. Quelle belle notion que celle-là, et pourtant, quel petit manteau de cache-misère ! La réalité toute simple est aujourd'hui perceptible par chaque Amérindien. Il y a quelques années, j'eus le triste privilège, en Amapá, de franchir en camion quelques centaines de kilomètres d'une bretelle de la Transamazonienne, la Perimetral Norte; je parcourus ainsi de bout en bout le front pionnier : derrière la ligne de défrichement marquée par des taches de mauvais brûlis d'où émergeaient des troncs calcinés, de

misérables masures au bord de la piste abritaient de pauvres hères, revêtus d'une grisaille rapiécée, certains même flottant dans des sacs de jute. Puis je me heurtai à un panneau annonçant la réserve indigène wayãpi où je me rendais. La République Fédérale du Brésil y menaçait des foudres de l'enfer quiconque y pénétrerait sans autorisation, quiconque y chasserait, y pêcherait, y chercherait de l'or, y débarderait du bois. Et la forêt, la grande forêt commençait ici; comme si c'était ce panneau qui, d'un seul coup, lui redonnait la vie. Quelques heures plus tard, j'arrivais dans un village amérindien : un havre de paix dans un océan de verdure; une société d'hommes et de femmes dans la plénitude de leur être; une langue, une culture, une philosophie de la vie qui affichaient clairement leur volonté de perdurer dans cet état. Ce voyage initiatique, n'oublions jamais que tout Wayãpi le fait en sens inverse!

De telles images, surtout mises flanc à flanc, ont tout pour choquer : d'un côté la misère noire de sous-prolétaires déracinés rendus au delà des limites de l'acceptable; de l'autre, le paradigme du bon sauvage. Tous les fronts pionniers ne sont pas forcément aussi difficiles à vivre que celui-ci; aucune société amérindienne, porteuse de ses propres contradictions, ne représente le paradis sur terre; et pourtant, la question garde toute sa pertinence : que signifie exactement l'invitation faite aux Amérindiens à intégrer la société nationale ? Quelle nation indigène digne de ce nom pourrait accepter un tel marché où l'on essaie de lui vendre comme progrès minimal un modèle de société livrée au *jeito* [la combine] et à la *malandragem* [l'arnaque] (Da Matta, 1986) ? Nous sommes ainsi inexorablement revenus au XVI^e siècle, où l'offre proposée aux Amérindiens était déjà la même.

III - DE L'INDIEN EN RÉSERVE À L'INDIEN PRODUCTIVISTE

La frontière économique-géographique et la frontière idéologique se rejoignent en un seul chœur pour chanter à l'unisson. Dès l'époque de sa création par le SPI [Service de Protection de l'Indien], la notion de territoire indigène put être interprétée de deux manières : pour ses promoteurs [c'est la version humaniste], la réserve était un lieu où l'Amérindien devait se civiliser volontairement et progressivement. Pour ceux directement intéressés par l'exploitation de l'espace amazonien [et c'est la version capitaliste], elle était l'endroit où ils étaient rassemblés après leur pacification (mot-clé s'il en est!), afin de laisser libre l'accès du territoire environnant. A cette notion de réserve, fut dès

le départ attachée celle de poste indigène qui reste, aujourd'hui comme hier, un lieu d'attraction : c'est là que l'Amérindien, attiré comme une alouette par son miroir, se familiarise avec les pratiques et les objets du monde extérieur; c'est surtout le lieu où il se sédentarise. Bien souvent, les concentrations que le poste indigène engendre laissent déserte une partie non négligeable de la réserve. D'où la possibilité de rapidement affirmer (les citations abondent) que les Amérindiens disposent d'un bien trop grand territoire. Quelles qu'aient été les intentions de Rondon et de l'essentiel de ceux qui accompagnaient son œuvre, il apparaît *a posteriori* évident que le SPI fut surtout "un service de contrôle de l'indien et de protection du blanc" (Orlandi, 1985).

Les Amérindiens sont alors invités à se transformer en producteurs extractivistes, au mieux au service de l'État, au pire pour le bénéfice d'un patron auquel on les loue. Ils sont invités à rechercher caoutchouc, balata, peaux de jaguar, noix de Pará, plantes médicinales. Ainsi le Brésil ne fait que perdurer dans l'ornière de ses débuts : on ne cherche absolument pas, malgré les textes, à transformer l'Amérindien en un citoyen brésilien en pleine possession de ses droits, mais à l'utiliser comme prolétaire après l'avoir appauvri et domestiqué. Or dans le même mouvement, on n'assiste jamais à la réelle domestication de l'espace.

Lorsque l'Amérindien refuse de se soumettre, il devient le rebelle bon à éliminer. Cependant, contrairement aux États Unis, le Brésil républicain n'intervient pas directement. Il n'y a pas de guerres indiennes mais des massacres "privés"; l'État, officiellement s'entend, se dérobe et même les forfaits perpétrés par l'armée sont cachés à l'opinion publique, comme ce fut le cas dans les années 70 pour les Waimiri-Atroari (Carvalho, 1982). La place est laissée aux propriétaires terriens et aux politiciens locaux. Cette inversion est significative : elle laisse apparaître une violence privée, contre laquelle le gouvernement peut, officiellement toujours, s'ériger en agitant de grands principes humanitaires.

Autrement dit, les dés sont pipés : d'un côté la Nation proclame la nécessité de couvrir l'espace amazonien sous le drapeau de l'Union; de l'autre l'État, sans cesse au bord de l'explosion sociale dans ses mégalo-poles de la côte et dans le Nordeste, a besoin pour lui servir de soupape, de conserver un espace non civilisé, un espace où ne règnent ni loi ni justice, un espace où les coups de force de tout ordre sont permis (Ianni, 1979). Dans ce contexte, la frontière n'est pas

géographique; elle est fantasmagorique. Chacun court y retrouver ses rêves et nul développement, au sens occidental du terme, n'en ressort.

La propre idée du Maréchal Rondon, celle de terre indigène pensée comme palier civilisateur, contenait en germe sa propre contestation, que l'on voit courir en filigrane avant qu'elle ne s'extériorise dans les années cinquante. Une fois encore, on rejoint ici l'Amérique du Nord. Au fur et à mesure que l'espace se rétrécit, que les coups portés aux Amérindiens se multiplient, la notion de terre indigène devient porteuse du concept d'inaliénabilité. Les terres laissées aux Amérindiens sont désormais appréhendées par ces derniers comme des pôles de la vie traditionnelle, des lieux de repli, des peaux de chagrin que l'on doit non seulement sauvegarder, mais sur lesquelles on doit au contraire s'appuyer, desquelles on doit partir pour tenter de les agrandir. C'est ainsi que va s'élaborer un discours brésilien complexe, bâti d'un côté sur les idées progressistes de démocratisation et d'égalité sociale, de l'autre sur l'idée frileuse d'indépendance nationale (Anonyme, 1983).

Toutes ces composantes vont exploser à l'époque de la dictature militaire. En même temps qu'il étouffe et assassine les libertés individuelles, l'État va reprendre en l'amplifiant la nécessité pour les individus d'occuper définitivement l'espace amazonien à travers le Programme d'Intégration Nationale. Nonobstant le constat scientifique émergeant à partir du milieu des années 70, selon lequel l'Amazonie n'est pas un biome capable de supporter une agriculture intensive, la dictature militaire sera la première à en organiser une tentative d'occupation. Et de cette manière, elle va chercher à appliquer dans la réalité le concept de frontière dans son sens nord-américain. En corollaire, elle va éteindre le SPI, Service de Protection créé par le Maréchal Rondon, et mettre en place une nouvelle législation pour les indigènes, ainsi que l'organisme capable de la faire appliquer, la FUNAI, Fondation Nationale pour l'Indien, où derrière une apparente protection renforcée, va être mise en place une véritable politique de liquidation des territoires indigènes (Albert, 1992).

On n'en est pas sorti. Alors que la dictature s'est éteinte, qu'elle est désormais inscrite dans les pages des livres de l'Histoire du Brésil, les mêmes enjeux et les mêmes acteurs, quoique singulièrement brouillés par un discours moderniste, demeurent. Quelques thèmes d'actualité tels libéralisme économique, développement durable ou protection de l'environnement, ne font que couvrir de leurs oripeaux des actes aussi

vieux que le Brésil colonial et menacer les sociétés amérindiennes dans leur essence même.

Cette situation contemporaine est à la fois très bien documentée, ne serait-ce que par le travail de nombreuses ONG, mais elle est aussi confuse en raison principalement des dérives médiatiques qu'elle génère. J'en donnerai deux exemples parmi les plus significatifs, se rejoignant pleinement quant à leurs implications concrètes.

La nouvelle constitution démocratique brésilienne promulguée en 1989 prévoyait que la totalité des terres amérindiennes devait être délimitée en Octobre 1993. Non seulement nous en sommes loin, mais entre temps, nous avons pu assister dans le cas du territoire yanomami, sans oublier les violences pratiquées sur le terrain, aux tentatives juridiques les plus tortueuses pour priver une population indigène de plus de 50% de son territoire. Ailleurs, les terres indigènes sont "identifiées" ou "interdites", en attendant des jours meilleurs où l'occupation *de facto* par des migrants ou des chercheurs d'or permettra de réduire à néant cette protection de papier. Mieux encore, ce sont les propres militaires de l'École de Guerre qui promulguent une nouvelle doctrine, la "décennie démocratique", proclamant cette fois que les Amérindiens sont des "kystes anthropologiques" dont le but est de favoriser la main mise des États du Nord sur l'espace amazonien (Albert, *ibid.*). Brouillage simpliste, perversion des mots, lorsque l'on sait que ce sont les mêmes forces politiques qui réclament aux banques du Nord les crédits pour la construction des grands barrages ou l'ouverture de nouvelles routes transcontinentales. Tout cela, ne l'oublions pas, sur fond de frontière fantasmagorique et de croissance des métropoles urbaines où finissent par échouer tous les rêves amazoniens.

Rappelons cependant quelques chiffres, toujours pour le Brésil :

- 10% de la forêt amazonienne, selon les sources scientifiques les plus sûres, ont été à ce jour déforestés (Brown & Brown, 1992);
- 16% de la forêt amazonienne sont revendiqués par les populations indigènes (Anonyme, 1991);
- 74% de la superficie de l'Amazonie forestière ne relèvent donc pas de la problématique indigène. Il en ressort que les Amérindiens ne sauraient constituer un quelconque obstacle au soi-disant développement de l'Amazonie. L'Amérindien ne serait-il pas plutôt un modèle subversif pour la nation brésilienne ?

Il ne s'agit pas là d'une provocation mais plutôt d'un recentrage du débat : depuis cinq ans, les mêmes forces politico-militaires brésiliennes qui vitupèrent contre les pays du Nord ont officiellement épousé le discours écologique, comme par exemple à travers le programme *Nossa Natureza*. Ne pas leur accorder de nouveaux prêts les empêcherait, selon elles, de mettre en place une véritable politique de protection de l'environnement; elles stigmatisent au passage l'agriculture sur brûlis des Amérindiens et des *Caboclos*, soi-disant destructrice. De plus, assimilant parfaitement le discours scientifique, elles ont compris que le développement agricole était impossible et qu'il était infiniment plus intéressant de se concentrer sur le développement minier, facile à circonscrire géographiquement. Celui-ci présente l'avantage de libérer des espaces considérables et de drainer vers l'Amazonie des fonds venant du Nord autour de thèmes à la mode, tels les ressources alternatives, les banques de gènes, les plantes médicinales ou l'éco-tourisme. En prime, ce type de développement n'empêche pas de maintenir, dans l'esprit d'une population urbaine bouillonnante, le vieux mythe de l'eldorado.

Leur discours n'est pas dépourvu d'écho. Dans la mouvance de la pensée scientifique et des manifestations internationales de défense des minorités indigènes, est né, précisément dans les pays du Nord, un intérêt tout nouveau pour les sylvies tropicales et singulièrement celles du bassin amazonien. Sous prétexte de protection de la forêt, de conservation de la bio-diversité et de chances données aux populations indigènes de participer d'un développement soutenable, on a vu surgir ces dernières années des entreprises capitalistes aux appellations mirobolantes telles la Shaman Incorporation, la Body Shop Incorporation, et la Cultural Survival Enterprise ! D'autres, sous des noms plus neutres, telle la Fondation Yves Rocher, n'en poursuivent pas moins des buts identiques. Une fois décapé l'habillage écologiste dans l'air du temps, leur théorie est simple : s'ils n'entrent pas dans une économie de profit, les Amérindiens ne peuvent envisager de maintenir une économie soutenable. Un rapport récent de Corry (1993) a magistralement montré quels mécanismes de dépendance, rappelant ceux du passé, étaient sous-jacents dans ces projets et totalement contraires à l'autodétermination des populations des forêts tropicales.

IV - CONCLUSION

On aura compris que depuis cinq siècles, rien n'a profondément changé pour les Amérindiens du Brésil, sinon qu'aujourd'hui, non seulement des forces internationales, mais encore les propres organisations indigènes, prennent conscience que leur destin est similaire à celui de bien d'autres communautés sur terre. L'économie des Amérindiens d'Amazonie est perdurable (*sustainable*) en soi. Elle nous indique un choix de société qui remet en question la croissance et le productivisme à outrance; loin d'être un cas marginal, leur destin est profondément lié, que nous le voulions ou non, à nos choix de société contemporains.

Tant qu'un système de production est optimal, et j'entends par optimal qu'il assure le bonheur existentiel de l'ensemble de ceux qui le pratiquent, il est criminel de vouloir le remplacer par un autre, surtout si ce dernier, lorsqu'il sort des terres où il a mûri et des sociétés où il s'est épanoui, n'a jamais fait les preuves que de ses échecs.

BIBLIOGRAPHIE

ANONYME, 1983. O Índio e a cidadania, *Comissão Pró-Índio*, São Paulo, Editora brasiliense.

ANONYME, 1991. Povos Indígenas no Brasil : 87,88,89,90, *Aconteceu especial*, 18, São Paulo, CEDI.

ALBERT, B., 1992. Indians lands, environmental policy and military geopolitics in the development of the Brazilian Amazon : the case of the Yanomami, in *Development and change*, vol. 23 : 35-70, London, Sage.

BASTIDE, R., 1957. *Brésil, terre de contrastes*, Paris, Hachette.

BROWN, K.S., & BROWN, G.G., 1992. Habitat alteration and species loss in Brazilian Forests, in *Tropical deforestation and Species Extinction*, Whitmore T.C. and Sayer, J.S., eds, UICN, London, Chapman & Hall.

CARELLI, M., 1987. Brésil, épopée métisse, *Découvertes Gallimard/Histoire*, 29, Paris.

CARVALHO, J.P.F., 1982. *Waimiri Atroari : a historia que ainda não foi contada*, s.éd., Brasilia.

Da CUNHA, E., 1993. *Hautes terres : la guerre de Canudos*, trad. de Os Sertões, par J. Coli et A. Seel, Paris, Métailié éd.

CORRY, S., 1993. Harvest Moonshine, taking you for a ride : a critique of the "rainforest harvest", its theory and practice, *Survival for tribal peoples*, special issue, London, Survival International.

DA MATTA, R., 1986. *O que faz o brasil, Brasil*, Rio de Janeiro, Edições Rocco.

DI PAOLO, P. 1986. *Cabanagem : a revolução popular da Amazônia*, Belem, Edições Cejup.

FURTADO, C., 1987. *La fantaisie organisée: le développement est-il encore possible ?*, Paris, Publisud.

GRENAND F. & GRENAND, P., 1990. L'identité insaisissable : les Caboclos amazoniens, in *Identité et sociétés nomades : symboles, normes et transformations*, Bourgeot A. et Guillaume, H. eds., Études Rurales, 120 : 17-40.

GRENAND, P. & GRENAND, F., 1994. Amérique Équatoriale, in *Situation des populations indigènes des forêts denses humides*, Bahuchet, S. coordinateur, Office des publications officielles des Communautés Européennes, Luxembourg.

HAUBERT, M., 1967. Des Indiens et des Jésuites du Paraguay au Temps des Missions, Paris, *La Vie Quotidienne*, Hachette.

HEMMING, J., 1978. *Red Gold : the conquest of the Brazilians Indians*. London, Macmillan.

HEMMING, J., 1987. *Amazon Frontier : the defeat of the Brazilian Indians*. London, Macmillan.

IANNI, O., 1979. Colonização e contra-reforma agraria na Amazônia. Col. *Sociologia Brasileira*, 11, Petropolis, Edições Vozes.

ORLANDI, E.P., 1985. Patria e terra : *O Índio e a identidade Nacional*, Edições RG, Campinas.

PEREIRA GOMES, M., 1988. *Os Índios e o Brasil : ensaio sobre um holocausto e sobre uma nova possibilidade de convivência*, Petropolis, Edições Vozes.

PIERCE BEAVER, R., 1988. Protestant Churches and the Indians in History of Indian-White relations, *Handbook of North American Indians*, vol.4, Washington, Smithsonian Institution.

RIBEIRO, D., 1986. *Os Índios e a civilização : a integração das populações indígenas no Brasil moderno*, Petrópolis, Ed. Vozes.

SANTOS, R., 1980. *História Económica da Amazônia (1800-1920)*, T. A. Queiroz editor, São Paulo.

VIANNA, H., 1980. *História do Brasil : Período Colonial, Monarquia e República*, São Paulo, Edições Melhoramentos.

WASHBURN, W.E., ed., 1988. History of Indian-White relations, *in Handbook of North American Indians*, vol. 4, Washington, Smithsonian Institution.

Collection *Recherches et Documents -Amériques latines*
dirigée par Joëlle Chassin, Pierre Ragon et Denis Rolland

Dernières parutions:

- BLANCF.-L., *Médecins et chamans des Andes*, 1995.
BLANCPAIN J.-P., *Les Araucans dans l'histoire du Chili*, 1995.
BLEEKER P., *Exils et résistance. Eléments d'histoire du Salvador*, 1995.
CLICHEP., *Anthropologie des communautés indiennes équatoriennes, Diable et patron*, 1995.
EBELOT A., *La guerre dans la Pampa. Souvenirs et récits de la frontière argentine, 1876-1879*, 1995.
ENTIOPE G., *Nègres, danse et résistance. La Caraïbe du XVIIIe au XIXe siècle*, 1996.
GRUNBERG B., *La conquête du Mexique*, 1995.
GUICHARNAUD-TOLLIS M., *Regards sur Cuba au 19ème siècle*, 1996.
MERIENNE-SIERRA M., *Violence et tendresse. Les enfants des rues à Bogota*, 1995.
ROUX J.-C., *L'Amazonie péruvienne. Un Eldorado dévoré par la forêt, 1821-1910*, 1994.
SARGET M.-N., *Système politique et parti socialiste au Chili*, 1994.
SIGAL S., *Le rôle politique des intellectuels en Amérique latine*, 1995.
SILVA-CACERES R., *L'arbre aux figures. Etude des motifs fantastiques dans l'oeuvre de Julio Cortazar*, 1996.
TARDIEU J.-P., *L'inquisition de Lima et les hérétiques étrangers, XVIe-XVIIIe siècles*, 1995.
TATARD B., *Juan Rulfo photographe*, 1994.
TEITELBOIM V., *Neruda, une biographie*, 1995.
TERRAMORSI B., *Le fantastique dans les nouvelles de Julio Cortazar*, 1995.
VASCONCELLOS E., *La femme dans le langage du peuple au Brésil, 1994*.
YEPEZ DEL CASTILLO I., *Les syndicats à l'heure de la précarisation de l'emploi. Une approche comparative Europe-Amérique latine*, 1994.
CONDORI P., *Nous, les oubliés de l'Altiplano. Témoignage d'un paysan des Andes boliviennes* recueilli par F. Estival.
BASTIDE R., *Les amériques noires. 3e édition*, 1996.
FREROT C., *Echanges artistiques contemporains. La France et le Mexique*, 1996.
HÉBRARD V., *Le Venezuela indépendant. Une nation par le discours. 1808-1830*, 1996.

© Éditions L'Harmattan, 1996
2-7384-4651-5

Albaladejo Christophe
et Tulet Jean-Christian, coord.

LES FRONTS PIONNIERS DE L'AMAZONIE BRÉSILIENNE

La formation de nouveaux territoires

L'Harmattan
5-7, rue de l'École Polytechnique
75005 Paris - FRANCE

L'Harmattan Inc.
55, rue Saint-Jacques
Montréal (Qc) - CANADA H2Y 1K9